

## Wendy Brown : « Les frontières ne sont pas des gestes-barrières »

Par Rosa Schwartzburg

Face à la crise sanitaire, les leaders les plus nationalistes, xénophobes et autoritaires ont amplifié leur discours des frontières. Comme si c'était ces frontières-là, celles qui séparent les États, qui pouvaient stopper le virus. Théoricienne du politique, et spécialiste des murs de toutes sortes érigés entre contrées, Wendy Brown n'est pas surprise, mais elle voit plus loin comment cette crise pourrait nous permettre d'affûter la critique.

Théoricienne renommée, Wendy L. Brown est professeure de science politique à Berkeley (Université de Californie). Depuis de longues années, elle travaille notamment sur les frontières, et sur l'édification de murs entre les pays. Elle est aussi l'une des critiques les plus incisive du néolibéralisme et du conservatisme. Nous avons déjà publié dans nos colonnes en janvier 2019 un long entretien qu'elle avait accordé à Christian Salmon (à lire [ici](#)). *AOC*

**En réponse au coronavirus, nous assistons actuellement à la fermeture généralisée des frontières et même à la construction de nouvelles clôtures frontalières. L'Afrique du Sud construit une clôture le long de sa frontière avec le Zimbabwe, Israël a très tôt fermé ses frontières, les États-Unis et le Canada ont maintenant bouclé leurs frontières sud. En tant que spécialiste des frontières et de leur signification, que pensez-vous de tout cela ?**

Je pense que ce dont nous avons besoin ce n'est pas de la fermeture des frontières mais d'une distanciation sociale universelle et des pratiques d'hygiène qui incluent une gestion prudente des frontières intelligentes, qui ont très peu à voir avec les États-nations. Ce que le virus rend de plus en plus manifeste, c'est notre profonde connectivité mondiale et notre manque de protection. Il révèle peut-être notre état commun, mais aussi les inégalités et les limites de l'accès aux soins dans cet espace commun. Mais surtout, je dirais qu'il révèle le malheur d'un ordre mondial organisé par les marchés, par le capital financier et par les États-nations. Ce sont nos principaux outils pour répondre à tout problème, besoin ou crise.

Cette crise sanitaire ne nécessite pas seulement un partage mondial des connaissances, des équipements et du personnel, mais aussi une gestion commune des populations à l'échelle mondiale. Prévenir la propagation du coronavirus signifie empêcher que de nouveaux hôtes ne deviennent disponibles. Et chacun d'entre nous est cet hôte potentiel – au-delà de la façon dont nous sommes organisés par nation ou par État. Il faut donc, à ce stade, organiser la coopération sociale, tant pour la distanciation sociale que pour le traitement.

**Pensez-vous que le renforcement physique de nos frontières – en**

**construisant des clôtures, en instaurant des points de contrôle – est une réponse appropriée à un problème biologique comme une pandémie ?**

Les barricades, les barrières frontalières géantes en acier, en brique, en béton ne sont évidemment pas la meilleure façon de contenir d'un virus qui se fiche des frontières ! Nous avons affaire à un virus, ce n'est pas détectable par une surveillance visuelle du type de celle qu'on utilise pour repérer les personnes qui se faufilent de l'autre côté de la frontière... Ce virus se propage *via* les avions, ou les colis livrés par Amazon à la porte des gens. Il s'échange, comme nous le savons, par des poignées de main, des embrassades et bien d'autres choses encore, et les frontières n'ont pas la moindre efficacité, elles ne sont pas des gestes-barrières...

Les barrières nécessaires au confinement doivent se mettre en place bien en-deçà des frontières nationales. Nous déclarons, État par État, ce que nous devrions faire pour gérer la crise mais les frontières qui comptent vraiment sont celles que chacun de nous crée et gère. Bien sûr, il était logique de mettre un terme au trafic entre les nations, les régions du monde et les régions locales, mais pourquoi ? Parce qu'il est logique de mettre fin à la circulation. Nous devons arrêter de bouger. Nous devons arrêter de nous contaminer les uns les autres.

**Le président Trump a fermé la frontière américaine avec le Mexique et a mis en place une interdiction de trente jours pour la plupart des voyageurs en provenance d'Europe. Que pensez-vous de cette approche isolationniste pour empêcher la propagation de Covid-19 aux États-Unis ?**

Trump, bien sûr, aime fermer les frontières, chaque frontière, n'importe quelle frontière. C'est sa solution à chaque crise. Et ces fermetures de frontières s'accompagnent de déclarations d'autonomie nationale et d'un refus de participer à la fabrication des tests de médicaments, au développement des vaccins, etc. Ces fermetures de frontières et ces déclarations d'autonomie nationale révèlent principalement l'absurdité de l'organisation tant nationaliste que capitaliste de la science, de la connaissance et des soins de santé en ce moment. Elles sont maladroites. Elles sont mal adaptées à la crise. Et bien sûr, elles produisent de très grandes inégalités d'accès aux soins qui vont générer de nouvelles crises humanitaires.

**Que penser du discours d'injonction au confinement, qui consiste à imposer le fait de rester à la maison en famille pour empêcher la propagation de la maladie ?**

L'image véhiculée est celle d'une maison, d'un foyer dans lequel quelqu'un fait la cuisine, où les enfants jouent lorsqu'on ne leur fait pas classe à domicile, où tout le monde peut faire son travail depuis chez lui ou chez elle grâce à une bonne connexion internet... C'est une représentation très normative de famille nucléaire appartenant aux catégories sociales privilégiées. Mais une grande partie de la population mondiale vit autrement. De nombreuses personnes vivent seules. C'est atroce pour ces personnes. Certaines personnes vivent dans des résidences pour personnes âgées délabrées, qui deviennent folles, se promènent dans un minuscule jardin, et se voit simplement porter leurs repas trois fois par jour – ceci étant désormais leur seul contact avec l'humanité. « Rentrez chez vous, restez avec votre famille et ne sortez pas » : il y a tellement d'impensés, d'invisibilisation derrière ce slogan. On oublie les inégalités, la différence de modes de vies.

Du fait de la crise du logement dans nos grandes villes, les gens vivent de toutes sortes de manières bricolées. Il nous faut identifier comment les gens survivent et où ils survivent : qui vit dans sa voiture, qui vit sous un pont... Il y a des foyers de sept, huit ou dix personnes dont la moitié va travailler parce qu'elle est employée dans la restauration ou dans un

hôpital. Ils sont constamment exposés alors que la distanciation sociale est censée les protéger – et cela affecte l'ensemble du ménage. C'est ce à quoi il faut s'attaquer et réfléchir.

Nous devons nous occuper des populations qui ne peuvent pas prendre soin d'elles-mêmes. Les populations sans abri, les habitants des bidonvilles, ceux des camps de réfugiés, ceux qui sont incarcérés dans des prisons, des centres de rétention. Le coronavirus vient s'ajouter à la crise climatique pour mettre en évidence les exigences d'un autre mode d'organisation sociale, politique, écologique et économique.

**Dans quelle mesure les différentes réponses des gouvernements à l'épidémie de Covid-19 – de la Corée du Sud, à Israël, à l'UE – nous renseignent-elles sur la relation entre les tentatives de contenir le virus et le rôle de la surveillance ?**

D'un côté, nous nous inquiétons de plus en plus des réseaux de surveillance que rendent possibles des technologies numériques de plus en plus sophistiquées et, de l'autre côté, beaucoup d'entre nous réclament des tests de masse. C'est avec ces tests de masse que la Corée du Sud a maîtrisé le virus. Alors comment concilier le fait qu'un tel virus nécessite une gestion de la population et notre inquiétude critique quant aux façons dont la surveillance peut être utilisée, c'est-à-dire de manière très inégalitaire, en renforçant les discriminations existantes, raciales, coloniales, ou sociales ? C'est un immense mystère. Il nous faut réfléchir à la manière dont nous pouvons par exemple nous préoccuper des populations vulnérables afin de prévenir leur maladie et leur mort du fait de ce virus, tout en travaillant à empêcher l'utilisation de la surveillance à des fins malveillantes.

La crise du coronavirus a révélé nos ambivalences à l'endroit du pouvoir étatique. D'une part, nous voulons que le gouvernement agisse rapidement et de manière responsable pour stopper la propagation du virus mais, d'autre part, nombre de mesures prises, surtout si elles demeurent en vigueur après la crise, constitueront de graves menaces pour nos libertés publiques et nos vies privées, sachant que cela pourra aussi servir tous ceux les défenseurs de l'autoritarisme.

**Comment appréhendez-vous cette tension ?**

Les États-nations et le capitalisme, voilà les outils rouillés dont nous disposons pour nous attaquer à cette pandémie. Cette crise nouvelle reflète la manière dont nous avons répondu, ou plutôt dont nous avons échoué à répondre, à la crise climatique. Voilà ce qu'on a en main, c'est nul.

**Percevez-vous des réponses à cette épidémie qui vous rendent optimiste quant à notre capacité à réagir ?**

Une incroyable coopération scientifique s'est mise en branle à travers la planète afin de comprendre ce coronavirus et de développer un vaccin. Les cliniciens unissent leurs efforts pour tenter de répondre à cette crise. Et l'OMS encourage aussi de très nombreuses collaborations. Ce qui se dégage c'est la possibilité de prendre les choses autrement. Et ces possibilités naissent dans cette situation présente. Elles existent déjà. Seules des figures comme Trump, Bolsonaro et Netanyahu s'arc-boutent sur leurs approches nationalistes et capitalistes. Ailleurs, partout dans le monde, d'autres approches apparaissent et ce sont elles qui vont nous sauver. Il y a déjà beaucoup de partage, et la plupart du temps cela dépasse de loin la recherche du profit. Regardez le milliardaire chinois Jack Ma, qui envoie des millions de tests en Afrique, aux États-Unis et partout. Le FMI commence à se pencher sur le sort de pays qui vont être affectés de manière désastreuse par la crise économique qui se dessine. Chaque pays ne s'en sortira pas seul, cela va nécessiter un soutien global, une gestion globale. Il est important de poursuivre ce qui s'est déjà fait jour à la faveur

de cette crise : à la fois la critique du système existant et les évidentes possibilités d'y répondre.

**Rosa Schwartzburg**

Journaliste